



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie

Septembre 2025

Secteur public

Dettes des hôpitaux

Selon les dernières données du Trésor public hongrois, la dette des établissements hospitaliers a augmenté de 10 Mds HUF (25,7 M EUR) en août, et a atteint le seuil critique des 69 Mds HUF (176,7 M EUR). Selon les données du ministère de l'Intérieur, sur les 69 Mds HUF, 19 Mds HUF (48,6 M EUR) étaient des créances impayées depuis plus de 60 jours.

Au cours des deux dernières décennies, les fournisseurs de technologies médicales ont déjà constaté que la situation de la dette s'aggravait d'année en année et que le gouvernement n'a pas fait d'efforts pour améliorer la situation. Ils doivent supporter le poids des dettes, et selon le contrat conclu avec l'Etat, ne peuvent refuser de livrer même si leur partenaire ne paie pas.

Il existe des moyens de pression, par exemple la condition de paiement anticipé en cas de livraison ponctuelle ou l'imposition d'intérêts de retard aux hôpitaux, mais dans cette situation, les deux partis dépendent de la bonne volonté du gouvernement.

Outre les 150 Mds HUF (385,5M EUR) supplémentaires prévus cette année, il est toutefois positif que les organisations de fournisseurs de matériel médical soient en concertation permanente avec les autorités sanitaires et surveillent conjointement l'évolution de la dette, estime László Rásky, secrétaire général de l'Association médicale technique. Les fournisseurs espèrent une aide supplémentaire en cours d'année, voire à l'automne, même si le ministre de l'Intérieur avait déclaré auparavant que le gouvernement ne rembourserait les dettes accumulées que le début de l'année prochaine.

Taxe de 100% sur les médicaments

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a annoncé, jeudi 25 septembre, une nouvelle salve de droits de douane, visant notamment les médicaments : « A compter du 1^{er} octobre 2025, nous imposeront une taxe de 100% sur tout produit pharmaceutique de marque ou breveté, à moins qu'une entreprise ne construise son usine de fabrication de produits pharmaceutiques en Amérique ».

Selon l'annonce les entreprises qui construisent des usines de fabrication de produits pharmaceutiques aux Etats-Unis, y compris les projets déjà en cours ou en construction, seront exemptées de ces droits.

Dernièrement, un certain nombre de grands laboratoires avaient annoncé qu'ils construiraient des usines sur place, comme Roche, Novartis, Novo Nordis, AstraZeneca, Sanofi (investissement de 20 Mds dollars en mai jusqu'à 2030) ou GSK, ce qui devrait leur éviter de payer la taxe.

L'annonce exclut les génériques, qui représentent 90% des médicaments vendus aux Etats-Unis.

Le principal marché de Richter en termes de chiffre d'affaires aux Etats-Unis concerne Vraylar, qui est vendu par son partenaire américain AbbVie. Richter perçoit ses revenus de ce pays via des redevances, donc il n'y a pas d'exportation classique. Le PDG de Richter, Gábor Orbán, a déclaré lors de la conférence de presse de

présentation des résultats annuels fin février qu'une taxe sur l'industrie pharmaceutique européenne aurait des conséquences bien plus importantes pour les autres entreprises européennes que Richter. L'impact sur le chiffre d'affaires américain de Richter est inférieur à 10 %. Il s'agit des matières premières, des exportations de principes actifs et des produits fabriqués et vendus aux États-Unis, principalement dans le secteur gynécologique.

Les essais cliniques en Hongrie

Les essais cliniques jouent un rôle important en Hongrie depuis de nombreuses années, ils offrent à la fois des possibilités thérapeutiques vitales aux patients et une valeur ajoutée significative à l'économie nationale. Au sein de l'industrie pharmaceutique, les essais cliniques contribuent chaque année à hauteur de près de 100 Mds HUF (257 M EUR) au PIB national et offrent du travail à plus de deux mille professionnels hautement qualifiés. Cependant, ces dernières années, le nombre de patients qui participe aux essais a commencé à diminuer selon l'étude réalisée par MediConcept Kft. et l'Association des fabricants de médicaments innovants (AIPM).

Entre 2015 et 2023, plus de 90 000 patients hongrois ont participé à des essais cliniques, mais leur nombre n'a cessé de diminuer ces dernières années. En 2023, près de 5 000 patients ont pu participer à des essais cliniques en cours, alors qu'en 2020, ils étaient encore 14 000. Les tests oncologiques ont diminué de 15 % et les tests immunologiques de 5 %, tandis que les statistiques ont montré une augmentation de 3 % dans le domaine de la cardiologie.

Avec 200 à 250 nouveaux essais cliniques par an, la Hongrie continue de jouer un rôle déterminant sur le marché international de la recherche clinique pharmaceutique, mais ce chiffre tend à diminuer. En termes de nombre d'essais cliniques actifs, la Hongrie occupait la septième place dans l'Union européenne en 2015, mais elle est tombée à la neuvième place en 2023. Parallèlement, on observe une activité croissante dans le domaine des essais cliniques dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, notamment en Pologne, en Bulgarie et en République tchèque, a déclaré Katalin Szalóki, directrice de l'AIPM.

Les raisons de ce recul sont complexes : d'une part, la réglementation européenne harmonisée a fait disparaître l'avantage concurrentiel que représentait la rapidité des autorisations en Hongrie, d'autre part, contrairement à la Roumanie et aux pays de la région mentionnés, il n'existe pas en Hongrie de stratégie gouvernementale visant à soutenir de manière ciblée l'augmentation des essais cliniques.

Les succès remportés jusqu'ici par la Hongrie dans le domaine des essais cliniques s'expliquent par la présence d'une équipe de médecins et de professionnels hautement qualifiés, ainsi que par une infrastructure bien développée. Les entreprises pharmaceutiques internationales ont volontiers mené des essais en Hongrie, car elles y ont trouvé un système stable et efficace.

La participation d'un patient à un essai clinique peut représenter un coût de traitement de 10 à 30 M HUF (25 000 EUR à 75 000 EUR) pour le promoteur, voire davantage dans le cas de certaines immunothérapies modernes. Cela représente une économie considérable pour le financeur des soins de santé. De plus, grâce à ces essais, les patients peuvent bénéficier de traitements qui, dans de nombreux cas, ne seront pas pris en charge par la sécurité sociale avant plusieurs années. Les promoteurs sont tenus de garantir l'efficacité du traitement même après la fin de l'essai, jusqu'à ce que le produit soit disponible sur le marché ou sur la liste des médicaments remboursables. Les essais cliniques profitent non seulement aux patients, mais aussi aux hôpitaux : les établissements bénéficient obligatoirement d'un financement parrainé, qu'ils peuvent utiliser dans d'autres domaines. Ces revenus peuvent constituer un complément important pour les établissements souvent endettés.

Cependant, le système de financement a changé ces dernières années. Les anciens contrats individuels ont été remplacés par un modèle dit « à contrat unique », qui simplifie les processus, mais a réduit la motivation financière directe de certains médecins et chercheurs. Dans le nouveau système, les paiements sont effectués au niveau institutionnel, puis répartis proportionnellement entre les professionnels participant à l'étude (médecins, assistants, infirmières, coordinateurs), a déclaré Péter Rózsa, directeur général de MediConcept Kft.

En Hongrie, les décisions relatives au remboursement des médicaments sont souvent prises lentement, c'est pourquoi les essais cliniques offrent une opportunité cruciale pour que les patients aient accès en temps utile aux thérapies les plus modernes.

Les essais cliniques offrent non seulement des avantages scientifiques et sanitaires aux pays qui y participent, mais aussi des retombées économiques importantes. On peut citer notamment les revenus provenant des frais d'essai, la création d'emplois, les paiements d'impôts et de cotisations, ainsi que les investissements liés au développement des infrastructures.

Selon les données de la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA), les dépenses consacrées à la recherche et au développement dans l'Union européenne ont augmenté en moyenne de 4,4 % par an entre 2010 et 2022 (passant de 27,8 Mds EUR à 46,2 Mds EUR), cette augmentation a été de 5,5 % aux États-Unis et de 20,7 % aux États-Unis. Le rapport 2024 de l'EFPIA a également souligné que la compétitivité du marché des essais cliniques de l'Union européenne s'est considérablement affaiblie au cours des deux dernières décennies, sa part mondiale passant de 25 % à 19 %.

L'Europe n'arrive pas à suivre le rythme de croissance observé en Asie et aux États-Unis. La tâche consisterait donc à maintenir la position forte de la Hongrie malgré les tendances européennes défavorables et à garantir aux patients un accès précoce aux thérapies innovantes.

Nationalisation des appareils de tomodensitométrie et d'IRM

À partir du 1^{er} novembre 2025, seul l'État pourra réaliser des examens d'imagerie médicale, de tomodensitométrie et d'IRM financés par les fonds publics, mais le rachat des appareils auprès des prestataires privés avance difficilement.

Selon les experts du marché, bien que l'État ait acheté de nombreux nouveaux appareils, leur mise en service pourrait prendre jusqu'à mars, ce qui pourrait entraîner un allongement des délais d'attente pour les patients. L'installation d'une IRM ou d'un scanner moderne nécessite un bâtiment spécial, et la pénurie de spécialistes complique encore le processus.

Il y a également des incertitudes sur le nombre de spécialistes qui quitteront le service privé pour rejoindre les institutions publiques.

Secteur privé

Situation des grands prestataires de soins privés

Malgré une croissance stable et assurée du chiffre d'affaires, les indicateurs de rentabilité pour les prestataires de soins privés se détériorent selon les derniers résultats financiers de 2024.

Selon une analyse de Portfolio, les plus grands prestataires de soins de santé privés nationaux ont enregistré une croissance moyenne de 18 % de leur chiffre d'affaires en 2024, mais la grande majorité des établissements a vu son bénéfice d'exploitation (EBE, Excédent Brut d'Exploitation) diminuer ou se transformer en perte. La couverture EBE du secteur a baissé en moyenne de 7 % à 6 % entre 2023 et 2024, tandis que sa valeur médiane est passée de 9 % à 6 %.

Sur la base des chiffres détaillés, les experts du cabinet de conseil ont déclaré dans leur analyse sur le secteur que « la période de croissance rapide cède lentement la place à une hausse structurée, à l'optimisation et à la rationalisation ».

On constate d'après les valeurs nominales de l'EBE des 9 plus grandes entreprises privées du secteur de la santé (qui se sont « démarquées » de leurs concurrents en termes de chiffre d'affaires) que 5 d'entre elles ont amélioré leur rentabilité (TritonLife, Doktor24 Csoport, Affidea, Dr. Rose Csoport, Wáberer Medical Center), deux ont vu leurs résultats se détériorer, un a stagné (Swiss Medical) et un (Medicare) n'a pas communiqué ses chiffres. En termes de couverture EBE, seuls quatre prestataires ont enregistré une amélioration. Les plus grands sont donc mieux protégés dans ces circonstances difficiles, probablement parce qu'ils sont capables de gérer plus efficacement la pression croissante sur les coûts (par la rationalisation, l'optimisation des processus et les augmentations de prix pour compenser la hausse des salaires des médecins).

Il existe toutefois des cas particuliers. La clinique privée Liv Duna Medical, racheté par le groupe turc Liv Hospital Group en 2023, la première chaîne d'hôpitaux privés de Turquie vient de licencier 10% de son personnel. Les chiffres récents montrent que le nouvel acteur étranger a très vite été confronté à la réalité hongroise et que la situation est loin d'évoluer dans le sens prévu, alors même qu'il était arrivé en Hongrie avec de grands projets.

András Kirschner, fondateur de Swiss Clinic, en est un contre-exemple, il exploite déjà 4 grands cabinets médicaux et 67 cabinets plus petits, et collabore en outre avec 219 cabinets médicaux sous-traitants

spécialisés dans la santé au travail. Interrogé par Portfolio, le spécialiste a expliqué que la croissance continue d'être freinée par la pénurie de médecins et d'assistants qualifiés. Il a ainsi attiré l'attention sur le facteur le plus important qui détermine actuellement le fonctionnement des prestataires de soins privés qui est les revenus des médecins. Selon lui, il s'agit d'un simple rapport entre l'offre et la demande au sens économique du terme.

La dernière analyse de Heal Partners mentionne également de nouvelles réussites qui se développent discrètement. Swiss Clinic reste extrêmement rentable parmi les grands acteurs, tandis que Dr Rose se détache progressivement du milieu du classement grâce à une rentabilité en constante amélioration. Wáberer Medical Center, avec une qualité stable, une croissance organique et des résultats également en hausse, se rapproche du haut du milieu du classement :

Dans l'ensemble, on peut donc constater que les prestataires de soins de santé privés à profils multiples peuvent continuer à croître (en termes de chiffre d'affaires), mais la question des bénéfices reste incertaine (hausse stable des coûts principalement due aux revenus médicaux, augmentations des prix pour les patients).

Du côté des patients, ils ont dépensé 600 Mds HUF (1,5 Mds EUR) en soins privés en 2024 selon les données de KSH (Office central de statistique hongrois). Les dépenses directes de santé des ménages ont diminué en termes réels, une baisse qui ne s'était pas produite depuis 2015. Cette baisse spectaculaire s'ajoute au taux d'inflation de 17,6%. Bien que les formes de financement volontaires, telles que l'assurance maladie et les caisses maladies, aient augmenté, elles n'ont pas permis de compenser la baisse des dépenses personnelles de la population. Globalement, les dépenses de santé privée ont diminué de plus de 15% en termes réels. Il semble que la plupart des patients n'ont plus les moyens d'accéder aux soins privés et se réorientent vers le système public.

Secteur pharmaceutique

Accord entre Egis et BMI

La société pharmaceutique Egis Gyógyszergyár Zrt., filiale du Groupe Servier, a conclu un accord de coopération avec la Faculté de génie mécanique de l'Université des sciences techniques et économiques de Budapest (BME). Egis avait déjà des relations étroites avec la Faculté de génie chimique et de bio-ingénierie. L'accord vise à soutenir la formation pratique des étudiants, à développer leurs compétences pratiques, à soutenir les étudiants prometteurs et à présenter les opportunités offertes par l'industrie pharmaceutique aux jeunes talents qui possèdent les qualifications techniques requises.

Sources : Portfolio, Index, Telex, Nouvelle Gazette, HAC, Economx, Pénzcentrum, Népszava